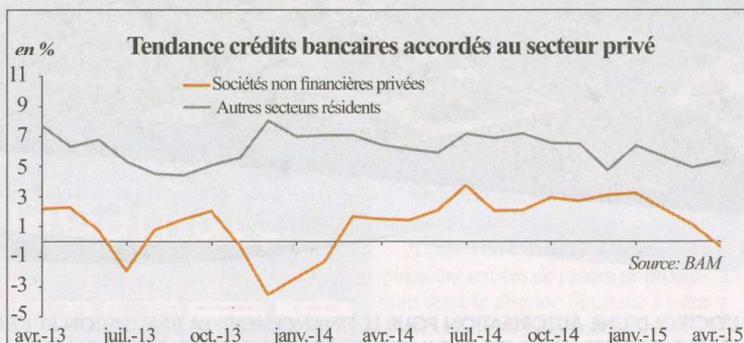


ECONOMIE

Conseil BAM: Les entreprises se font

- Elles sont à l'origine de la décélération du crédit
- Le secteur agricole retrouve du tonus, la croissance suit
- Jouahri temporise sur la finance participative

LES nouvelles ne sont pas reluisantes en ce qui concerne le crédit bancaire. La progression se limitera à 4% en fin d'année selon les prévisions de Bank Al-Maghrib au lieu de 5% anticipé il y a trois mois. Certes c'est mieux que le 2,2% enregistré en 2014, mais le crédit devrait évoluer à un rythme inférieur à la croissance économique qui est attendue autour de 5%. La demande des entreprises manque surtout à l'appel. D'un autre côté, la montée des impayés a refroidi les prêteurs qui ont corsé l'analyse du risque.



Les entreprises sont moins portées sur l'investissement, preuve qu'elles manquent encore de visibilité sur l'environnement économique. La croissance des activités non agricoles devrait se limiter à 3,5% en légère amélioration de 0,4 point. Le rythme de croissance des crédits accordés aux autres secteurs résidents est resté quasi stable. Les ménages, principalement, soutiennent l'activité de la banque de détail

Le manque de vigueur des investissements des entreprises participe à la croissance encore modérée des activités non agricoles. Une fois encore, l'agriculture au bénéfice d'une très bonne campagne sera le principal soutien à la croissance du PIB. La diversification économique est en

marche, mais pour l'instant, les métiers mondiaux du Maroc se font à peine leur place parmi les moteurs de l'économie. Plus globalement, le renforcement de la contribution des exportations à la croissance proviendra peut-être du passage au régime de change flexible. Si le système actuel a été un pare-choc contre la crise, l'ouverture de plus en plus sur l'extérieur va nécessiter des changements. Une feuille de route sera établie notamment sur la base des résultats de l'évaluation du système financier. En tout cas, le passage au régime de change va entraîner d'importants bouleversements auxquels les opérateurs doivent se préparer, prévient Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib.

■ Crédit bancaire: La machine s'enraye

«Nous n'avons pas performé sur le crédit bancaire», a reconnu Abdellatif Jouahri, gouverneur de la Banque centrale à l'issue du Conseil de BAM le 16 juin. La croissance de l'encours a décéléré à 2,5% à fin avril (sur un an). La demande est mise en cause, surtout celle émanant des entreprises. Les ménages, eux, retournent emprunter. Pour le moment, les entreprises préfèrent placer leur cash au lieu de le rediriger vers l'investissement. L'encours des comptes à terme et bons de caisse auprès des banques a par exemple bondi de 19% sur un an à fin avril. Le comportement des patrons n'envoie pas un bon signal. Cela voudrait dire qu'ils manquent encore de visibilité sur l'environnement économique. La croissance non agricole s'améliore mais reste molle.

La faible propension des entreprises à investir va peser sur la demande intérieure globale. Va-t-on assister à un regain des investissements des entreprises au second semestre comme l'année dernière. Cette hypothèse n'est pas à écarter. Cela dit, malgré la détente des taux débiteurs, le robinet du crédit n'est pas ouvert à tout le

monde. L'analyse du risque s'est corsée avec la montée des impayés. Les banques pourraient cependant lâcher un peu de lest pour accroître leurs opérations. Elles sont les premières à pâtir du ralentissement du crédit. Avec la baisse des taux obligataires et donc des revenus moindres attendus pour les activités de marché, l'orientation de la banque de détail sera déterminante pour les résultats du secteur.

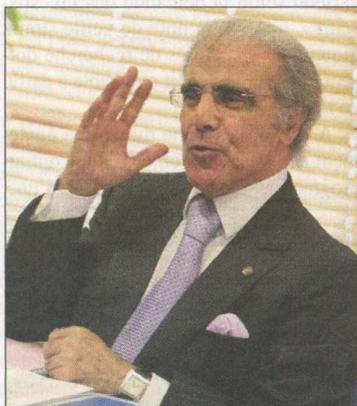
Dans le même temps, les établissements doivent surveiller de près le risque encouru sur les grands comptes. Les équipes de Bank Al-Maghrib mais également celles du FMI et de la Banque mondiale – lors de l'évaluation du système financier marocain en avril dernier – ont remarqué un risque de concentration du crédit. Les mauvaises langues diront que les banques ne prêtent qu'aux riches. «Il faudra à l'avenir limiter le risque sur les gros clients. Nous avons exposé notre réflexion au GPBM le 5 juin», fait savoir le wali de BAM. La Banque centrale travaille actuellement sur les instruments ou les règles à instaurer pour circonscrire ce risque.

■ Croissance PIB: Merci la météo et la demande extérieure

Le rythme de progression du PIB va doubler en 2015. Bank Al-Maghrib table sur une croissance de 5% cette année après 2,4% enregistré en 2014. Le regain tiendra essentiellement à la bonne performance du secteur agricole. La campagne céréalière s'est soldée par une collecte record de 110 millions de quintaux. L'effet sur la croissance est significatif contrairement à la campagne précédente. La valeur ajoutée agricole devrait marquer une hausse de près de 15% après une contre-performance de 2,5% l'année dernière. En attendant le fruit de la diversification des moteurs de croissance, le Maroc reste très dépendant de l'agriculture. L'apport des autres secteurs s'améliore mais reste à un niveau modéré. La valeur ajoutée non agricole passera de 3,1% à 3,5% selon les anticipations. La faiblesse des investissements des entreprises et les difficultés dans des secteurs comme le BTP ou encore le textile n'aident pas beaucoup. L'un des motifs de satisfaction vient aujourd'hui des entreprises exportatrices qui sont en train de consolider leurs positions sur les marchés étrangers. Les exportations ont contribué autant que la demande intérieure à la croissance l'année dernière. L'embellie se poursuit et tient entre autres à la stratégie de miser notamment sur des activités industrielles à forte valeur ajoutée. Plus globalement, les exportations commencent à tirer profit du potentiel des métiers mondiaux du Maroc. Le pays pourra compter sur de

rare aux guichets bancaires

nouvelles locomotives à l'export en plus de l'OCP. A fin mai, les exportations se sont appréciées de 6%. Si la demande extérieure s'améliore, la crise grecque laisse planer beaucoup d'incertitudes. Certes le Maroc ne ressentira pas directement un éventuel défaut de la Grèce ou sa sortie de la zone euro. En revanche, les répercussions sur l'économie européenne à laquelle le Maroc reste très arrimé pourraient avoir des conséquences fâcheuses. Pour l'instant, les opérateurs croisent les doigts pour une issue favorable du problème grec et surtout que la reprise européenne qui demeure lente ne s'enraye pas.



Le ralentissement du crédit fait tache dans un contexte où les indicateurs économiques tendent à s'améliorer. Pour la Banque centrale, le problème vient de la demande. Le resserrement des conditions d'octroi n'y est pas étranger. «Nous essayons de trouver les moyens de pousser les banques à prendre un peu plus de risque», relève Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib (Ph. Bziouat)

■ Régime de change:

Le passage au système flexible se rapproche

En réajustant le panier de cotation du dirham en avril dernier, la Banque centrale s'adapte à la réalité des échanges extérieurs du Maroc. En même temps, c'est un signal de plus vers le passage à un régime de change flottant. Le système actuel a été un pare-choc contre la crise mais l'ancrage de plus en plus fort à l'économie internationale va nécessiter des changements. En attendant de prendre sa décision, le Maroc attend le feed-back du FMI et de la Banque mondiale par rapport à l'évaluation du système financier en avril dernier mais aussi de la ligne de précaution et de liquidité. «Nous allons mettre en commun tous ces résultats pour décider du schéma et du timing à suivre», relève Abdellatif Jouahri.

Les évolutions à venir vont obliger les opérateurs à changer de logiciels. Déjà que nombre d'entre eux ont du mal à intégrer

les derniers changements, le passage à un niveau supérieur doit être suffisamment préparé à l'avance.

■ Banque participative:

«Nous irons progressivement»

Comme nous l'annoncions, les premiers agréments pour les activités de banques participatives seront délivrés

à partir de 2016. Le dossier d'agrément devrait être publié au BO incessamment. Seulement après, les établissements pourront déposer leur demande. Parallèlement, la Banque centrale se penche sur la mise en place des conditions pour le fonctionnement de cette activité notamment le refinancement, les dépôts d'investissement, le fonds de garantie des dépôts. Si la finance participative suscite beau-

coup d'intérêts et d'interrogations aussi, «nous irons progressivement», prévient le wali. «L'intérêt du pays, le financement de l'économie ou encore l'équilibre du marché seront décisifs dans l'octroi des agréments», soutient-il. □

Franck FAGNON

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com